



Avec l'espoir que Pâques 2022 puisse être pour tous l'occasion de renouveler l'espoir et la confiance dans le triomphe de la paix sur la guerre.

With the hope that Easter 2022 can be an opportunity for everyone to renew hope and trust in the triumph of peace over war.

Con l'auguro che la Pasqua 2022 possa essere per tutti occasione di rinnovata speranza e fiducia nel trionfo della pace sulla guerra.

L'UNION EUROPÉENNE ET SON AVENIR



À l'heure actuelle, la situation de notre Europe est vraiment compromise.

Le 24 février 2022, le début de la guerre en Ukraine, s'est passé quelque chose de très grave, je dirais dévastateur, qui a certainement changé le cours de l'histoire en Europe.

Cette guerre et la façon dont elle se déroule nous ont fait clairement comprendre l'importance et la valeur d'être libre et, surtout, elle a mis en lumière à quel point il est important, chaque jour, de s'engager et de travailler pour ne pas perdre la liberté et pour protéger la liberté des tous.

Avec cette guerre au cœur de l'Europe, nous nous sommes retrouvés, avec la violation de toutes les règles du droit international, face à une invasion militaire illégitime par un État fort, puissamment armé, et également équipé d'armes nucléaires, contre un État souverain, libre et indépendant, qui veut justement défendre sa liberté.

À la fin de la guerre froide, nous avons développé la conviction que la guerre devait rester un lointain souvenir et qu'il fallait trouver des solutions diplomatiques et, en tout cas, pas du tout invasives et violentes pour résoudre les conflits. Pendant des années, la sécurité en Europe n'a pas été remise en question.

La guerre en Ukraine a soudainement fait revivre un monde auquel nous n'étions plus habitués, un monde dominé par la violence dans lequel les plus forts, les plus puissants dominaient et imposaient leur volonté. Cette guerre, entre autres, remet également en cause le rêve d'une union toujours plus étroite et plus large entre les Nations Européennes.

Face à une telle situation, l'Europe est appelée à assumer la responsabilité de sa sécurité et de sa défense. En effet, l'heure est venue de réfléchir sur notre Union, sur les défis auxquels nous sommes confrontés et sur l'avenir que nous voulons construire ensemble, afin non seulement de renforcer la solidarité européenne mais aussi et surtout de définir une identité précise de l'Union et son rôle dans l'équilibre mondial.

Malheureusement, l'Europe apparaît encore aujourd'hui comme la somme des volontés politiques individuelles des États membres, restant prisonnière du vote unanime, sans pouvoir s'affranchir d'une logique persistante de compromis. Cette situation affaiblit fortement son action sur la scène internationale et met grièvement en danger le projet européen. Aujourd'hui encore, malheureusement, pour beaucoup, l'Europe ne reste, pour l'essentiel, qu'une réalité basée sur l'économie. La puissance de l'Europe n'est donc qu'une illusion sans capacité de réponse et sa sécurité à moyen terme est constamment remise en cause.

Il ne peut y avoir de garantie de paix durable si l'Union européenne continue d'être incapable de renforcer ses pouvoirs de défense et si elle n'a pas la capacité de se présenter comme une entité de valeur au niveau international.

Pour cela, l'Europe doit pouvoir s'affirmer et trouver le moyen de pouvoir décider par elle-même sans dépendre des autres; elle doit pouvoir compter sur elle-même. Ce n'est qu'ainsi que l'Europe pourra devenir garante de la paix.

Malheureusement, les clivages internes à l'intérieur de l'Europe ne manquent pas, dans la tentative de tel ou tel État de renforcer tout ce qui concerne la cohésion nationale, ce qui mine les principes démocratiques sur lesquels est fondée l'Union européenne.

En effet, l'Europe a connu et connaît encore, en interne, la croissance constante du national-populisme et le renforcement des Gouvernements Nationaux avec une désaffection conséquente, évidente, croissante des citoyens envers les institutions européennes.

Ces dernières années, les veto nationaux croisés ont rendu l'Europe incapable de promouvoir des intérêts stratégiques communs, notamment dans le domaine de la politique étrangère.

L'Union, aujourd'hui, joue une part importante de sa crédibilité précisément sur sa capacité à régler les divisions internes qui touchent à l'essence même du concept de démocratie européenne.

En attendant, il y a beaucoup d'espoir pour un résultat positif de l'actuelle "Conférence sur l'avenir de l'Europe" qui, sous peu, devrait s'achever et nous livrer les résultats.

La Conférence sur l'avenir de l'Europe vise à faire surmonter aux Européens les tentations des divisions qui paralysent et déchirent l'Europe pour construire ensemble une véritable renaissance européenne et un nouveau dynamisme renforcé de l'Europe. Au fond, à travers la Conférence, il nous est demandé de donner un sens au projet européen en sauvegardant et en renforçant ses valeurs, en soulignant qu'elles ne sont pas une simple parenthèse de l'histoire.

On espère que la conférence saura identifier une manière d'apporter ces réponses et qu'elle sera à la hauteur de l'ambition de réformer l'Union européenne et de la conduire vers une véritable union fédérale. Il est clair que sans changer les Traités existants, aucun progrès ne sera possible et il ne sera même pas possible de toucher au principe d'unanimité qui pénalise toute décision européenne.

Une réforme organique de l'Union est nécessaire sur la base d'un accord entre les Institutions Européennes et les Gouvernements Nationaux.

C'est donc à chacun d'apporter sa contribution. Si l'Europe veut vraiment faire face à l'avenir, elle devra aussi s'interroger sérieusement sur ce que devrait être sa propre place dans le monde, sans renoncer à définir avec clarté sa propre position et sa propre vision. Elle devra définir ses propres valeurs et principes pour sauvegarder l'Occident dans une relation, certes, de collaboration mais pas de dépendance excessive vis-à-vis d'autres alliés.



Ce sont des mois intenses où nous jouons un jeu décisif pour notre projet politique et pour l'avenir de l'Europe. La conférence s'engage à débattre de questions cruciales en s'interrogeant sur la manière de rendre l'Europe capable de faire face aux nombreux et lourds défis qui attendent une réponse urgente. Parmi ces défis, le principal reste certainement celui de la sécurité et du rôle de l'Europe dans le monde. En substance, il ressort clairement qu'au niveau international, l'Union européenne n'est pas et ne peut pas être un acteur principal car, malheureusement, il n'y a pas de gouvernement de l'Union qui exerce sa souveraineté qui est en fait entre les mains des États membres individuels. Il y a donc, de la part de l'Europe, un manque de vision non seulement dans le domaine industriel, mais aussi dans le domaine politique avec une fragilité et une incohérence particulière dans les secteurs de la défense et de la politique étrangère.

L'Union européenne dispose certes de larges domaines d'action dans les domaines économique et politique mais aujourd'hui, malheureusement, elle n'a pas la capacité d'agir. Pour entamer de nouvelles relations professionnelles utiles à la politique, il est nécessaire qu'elle ait d'abord un gouvernement et sa propre politique étrangère.

La Conférence sur l'avenir de l'Europe à la lourde tâche d'indiquer les perspectives politiques sur lesquelles l'UE entend agir dans les décennies à venir et devra dire si elle saura se doter des outils et des institutions pour pouvoir siéger sur un pied d'égalité à la table des négociations avec les autres puissances. En fait, elle devra dire si l'UE saura ou non être souveraine de son destin.

Nous attendons un résultat positif des travaux de la Commission avec la confiance de pouvoir créer une Union de la solidarité transnationale et de la paix, capable de protéger les droits et les libertés fondamentaux de chaque citoyen.

Silvano Marseglia
Président Européen de l'AEDE



THE EUROPEAN UNION AND ITS FUTURE

The situation in our Europe, at the present time, is very compromised.

On February 24, 2022, with the war in Ukraine, something very serious happened, I would say, devastating, which has certainly changed the course of history in Europe.

This war and the way it took place made us clearly understand the importance and value of being free and, above all, it highlighted how important it is, every day, to commit and work, in order not to lose freedom and to protect the freedom of all.

With this war in the heart of Europe we found ourselves, with the violation of every rule of international law, facing an illegitimate military invasion by a strong, powerfully armed state, and also equipped with nuclear weapons, against a sovereign, free and independent state that rightly wants to defend its freedom.

At the end of the Cold War we had developed the conviction that the war should now remain a distant memory and that diplomatic and, in any case, not at all invasive and violent solutions had to be found to resolve conflicts. For years, security in Europe has not been questioned.

The war in Ukraine suddenly resurrected a world we were no longer used to, a world dominated by violence in which the strongest, the most powerful dominate and impose their will. This war, among other things, is also calling into question the dream of an ever closer and broader union among European nations.

Faced with such a situation, Europe is called upon to take responsibility for its own security and defense. In fact, the time has come to reflect on our Union, on the challenges we face and on the future we want to build together, in order not only to strengthen European solidarity but also and above all to define a precise identity of the Union and its role in the world balance.

Unfortunately, Europe still appears today as the sum of the individual political wills of the Member States, remaining a prisoner of unanimous vote, without being able to free itself from a persistent logic of compromises. This situation greatly weakens its action on the international stage and seriously endangers the European project. Even today, unfortunately, for many people, Europe remains only, essentially, a reality based on the economy. The power of Europe, therefore, is only an illusion without any response capacity and its medium-term security is constantly being questioned.

There can be no guarantee of lasting peace if the European Union continues to be unable to strengthen its defense powers and if it does not have the capacity to present itself as an entity of international value.

To do this, Europe must be able to establish itself and find a way of being able to decide on its own without depending on others; it must be able to rely on itself. Only in this way Europe can become a guarantor of peace.

Unfortunately, there is no lack of internal dividing factors in Europe, in the attempt by this or that state to strengthen everything concerning national cohesion and these factors undermine the democratic principles on which the European Union is founded.





In fact, Europe has witnessed and is still witnessing, internally, the constant growth of national-populism and the strengthening of national governments with a consequent, obvious, growing disaffection of citizens towards European institutions.

In recent years, the crossed national vetoes have made Europe unable to promote common strategic interests, especially in the field of foreign policy.

The Union, today, plays an important part of its credibility precisely on the ability to settle the internal divisions that touch the very essence of the concept of European democracy.

In the meantime, there is a lot of hope for some positive result of the current “Conference on the future of Europe”, which, shortly, should come to an end and deliver the results to us.

The Conference on the future of Europe aims to make Europeans overcome the temptations of divisions that paralyze and tear Europe, to build together a true European Renaissance and a new strengthened dynamism of Europe. Basically, through the Conference, we are asked to make sense of the European project by safeguarding and strengthening its values, highlighting that they are not a simple parenthesis of history.

It is hoped that the conference will be able to identify a way to give these answers and will live up to the ambition to reform the European Union and lead it towards a true federal union.

It is clear that, without changing the existing Treaties, no progress will be possible and it will not even be possible to touch the principle of unanimity that penalizes any European decision. An organic reform of the Union is needed on the basis of an agreement between European institutions and national governments. It is up to everyone to make their contribution. If Europe really wants to deal with the future, it will also have to seriously question itself about what its own place in the world should be, without renouncing to define its own position and vision with clarity. It will have to define its own values and principles to safeguard the West in a relationship, certainly, of collaboration but not of excessive dependence on other allies.

These are intense months in which we are playing a decisive game for our political project and for the future of Europe. The conference is committed to debating crucial issues, by questioning how to make Europe capable of facing the numerous and burdensome challenges that await an urgent response.

Of these challenges, the main one certainly remains that of security and the role of Europe in the world. In essence, it clearly emerges that on the international level the European Union is not and cannot be a primary actor because, unfortunately, there is no Union government that exercises its sovereignty which is, in fact, in the hands of the individual member States. Therefore, on the part of Europe, there is a lack of vision not only in the industrial field, but also in the political field with a particular fragility and inconsistency in the defense and foreign policy sectors.

The European Union certainly has wide opportunities for action in the economic and political fields but today, unfortunately, it does not have the capacity to act. In order to start new industrial relations that are of help to politics, it is necessary that it first of all has a government and its own foreign policy. The Conference on the Future of Europe has the burdensome task of indicating the political perspectives on which the EU intends to act in the coming decades and will have to say whether it will be able to equip itself with the tools and institutions to be able to sit on an equal footing at the negotiating table with the other powers. Ultimately it will have to say whether or not the EU will be able to be sovereign over its own destiny.

We hope for a positive outcome of the Commission’s work with the confidence of being able to create a Union of transnational solidarity and peace, capable of protecting the fundamental rights and freedoms of every citizen.

L'UNIONE EUROPEA E IL SUO FUTURO



La situazione nella nostra Europa, al momento attuale, è parecchio compromessa.

Il 24 Febbraio 2022, con la guerra in Ucraina, è avvenuto qualcosa di molto grave, direi di devastante, che ha, certamente, cambiato il corso della storia in Europa. Questa guerra ed il modo in cui si è realizzata ci ha fatto capire chiaramente l'importanza ed il valore dell'essere liberi e, soprattutto, ha evidenziato quanto sia importante, ogni giorno, impegnarsi e lavorare per non perdere la libertà e per tutelare la libertà di tutti.

Con questa guerra nel cuore dell'Europa ci siamo trovati, con la violazione di ogni regola del Diritto Internazionale, di fronte ad una illegittima invasione militare da parte di uno Stato, forte, potentemente armato, e dotato anche di armi nucleari, nei confronti di uno stato sovrano, libero e indipendente che vuole giustamente difendere la sua libertà.

Alla fine della guerra fredda avevamo maturato la convinzione che la guerra dovesse restare, ormai, un ricordo lontano e che per risolvere i conflitti si dovessero trovare soluzioni diplomatiche e, comunque, per nulla invasive e violente. Per anni la sicurezza in Europa non è stata messa in discussione.

La guerra in Ucraina ha fatto risuscitare, di colpo, un mondo al quale non eravamo più abituati, un mondo dominato dalla violenza nel quale i più forti, i più potenti dominano e impongono la propria volontà. Questa guerra, tra l'altro, sta mettendo in discussione, anche, il sogno di una sempre più stretta ed ampia unione tra le Nazioni Europee.

Di fronte ad una simile situazione l'Europa è chiamata ad assumersi la responsabilità della propria sicurezza e della propria difesa. È giunto il momento, infatti, di riflettere sulla nostra Unione, sulle sfide che ci troviamo ad affrontare e sul futuro che vogliamo costruire insieme, allo scopo non solo di rafforzare la solidarietà europea ma anche e soprattutto di definire con chiarezza e forza una precisa identità dell'Unione ed il proprio ruolo negli equilibri mondiali.

L'Europa appare, purtroppo, ancora oggi, come la somma delle singole volontà politiche degli Stati membri restando prigioniera del voto all'unanimità, senza potersi liberare da una persistente logica di compromessi. Questa situazione indebolisce molto la sua azione sullo scacchiere internazionale e mette seriamente in pericolo il progetto europeo. Ancora oggi, purtroppo, per molti l'Europa resta solo, essenzialmente, una realtà basata sull'economia. Il potere dell'Europa, pertanto, è solo una illusione senza alcuna capacità di risposta e la sua sicurezza a medio termine viene messa costantemente in discussione.

Non ci può essere garanzia di pace duratura se l'Unione Europea continua a non essere in grado di rafforzare i suoi poteri di difesa e se non ha la capacità di presentarsi come una entità di valore sul piano internazionale.

Per fare questo l'Europa deve riuscire ad affermarsi e trovare il modo di poter decidere da sola senza dipendere dagli altri; deve riuscire a fare affidamento su se stessa. Solo in questo modo l'Europa potrà diventare garante di pace.

Non mancano, purtroppo, fattori di divisione interna all'Europa, nel tentativo da parte di questo o di quello Stato, di rafforzare tutto ciò che riguarda la coesione nazionale, che minano i principi democratici su cui si fonda l'Unione Europea.

L'Europa, infatti, ha assistito ed assiste, al suo interno, alla costante crescita del nazional-populismo ed



al rafforzamento dei Governi Nazionali con una conseguente, ovvia, crescente disaffezione dei cittadini verso le istituzioni europee.

In questi anni i veti nazionali incrociati hanno reso l'Europa incapace di promuovere interessi strategici comuni soprattutto nell'ambito della politica estera.

L'Unione, oggi, gioca una parte importante della propria credibilità proprio sulla capacità di comporre le divisioni interne che toccano l'essenza stessa del concetto di democrazia europea.

Si spera molto, intanto, in qualche risultato positivo della attuale "Conferenza sul futuro dell'Europa" che, a breve, dovrebbe avviarsi a conclusione e consegnarci i risultati.

La Conferenza sul futuro dell'Europa, mira a far superare agli Europei le tentazioni di divisioni che paralizzano e lacerano l'Europa per costruire insieme un vero Rinascimento Europeo ed un nuovo rafforzato dinamismo dell'Europa. In sostanza, attraverso la Conferenza, si chiede di dare un senso al progetto Europeo salvaguardandone e rafforzandone i suoi valori, evidenziando che essi non sono una semplice parentesi della storia.

Si spera che la conferenza riesca ad individuare il modo per dare queste risposte e sia all'altezza dell'ambizione di riformare L'Unione Europea e di traghettarla verso una vera unione federale. È evidente che senza cambiare i Trattati esistenti, nessun progresso sarà possibile e non si potrà nemmeno toccare il principio dell'unanimità che penalizza ogni decisione europea. È necessaria una riforma organica dell'Unione sulla base di un accordo tra Istituzioni Europee e Governi Nazionali.

Spetta a tutti dare il proprio contributo. Se davvero l'Europa vuole occuparsi del futuro dovrà, inoltre, interrogarsi seriamente su quale debba essere il proprio posto nel mondo senza rinunciare a definire una propria posizione ed una propria visione con chiarezza. Dovrà definire i propri valori ed i propri principi a salvaguardia dell'Occidente in un rapporto, certamente, di collaborazione ma non di eccessiva dipendenza da altri alleati.

Sono questi mesi intensi in cui giochiamo una partita determinante per il nostro progetto politico e per il futuro dell'Europa. La conferenza è impegnata a dibattere temi cruciali interrogandosi su come rendere l'Europa capace di affrontare le numerose e gravose sfide che attendono una risposta urgente. Tra queste sfide quella principale resta, certamente, quello della sicurezza ed il ruolo dell'Europa nel mondo.

In sostanza emerge chiaramente come sul piano internazionale l'Unione Europea non sia e non possa essere un attore primario perché, purtroppo, non esiste un governo dell'Unione che ne eserciti la sovranità che di fatto è nelle mani dei singoli stati membri. Si evidenzia, pertanto, da parte dell'Europa, una mancanza di visione non solo in campo industriale, ma anche in campo politico con una particolare fragilità e inconsistenza nei settori della difesa e della politica estera.

L'Unione Europea ha, certamente, ampie possibilità di azione in campo economico e politico ma oggi, purtroppo, non dispone della capacità di agire. Per poter avviare nuove relazioni industriali che siano di aiuto alla politica è necessario che essa innanzitutto si doti di un governo e di una propria politica estera.

La Conferenza sul futuro dell'Europa ha il gravoso compito di indicare le prospettive politiche su cui l'UE intende agire nei prossimi decenni e dovrà dire se saprà dotarsi degli strumenti e delle istituzioni per poter sedere alla pari al tavolo delle trattative con le altre potenze mondiali. Dovrà dire, in definitiva, se la UE saprà essere o non essere sovrana del proprio destino.

Noi speriamo in un esito positivo dei lavori della Commissione con la fiducia di poter realizzare una Unione della solidarietà transnazionale e della pace, capace di tutelare i diritti e le libertà fondamentali di ogni cittadino.

Silvano Marseglia
Presidente Europeo dell'AEDE



Depuis ses origines, cette communauté d'États qui, à travers les différentes étapes de l'élargissement, a finalement pris le nom d'Union européenne, a cherché de trouver un équilibre entre les objectifs économiques et la volonté d'offrir une protection sociale à ses citoyens. La dimension sociale de l'Europe a été toujours présente dans l'esprit des Pères fondateurs, car l'impact social de l'Union européenne était à la fois un objectif et un levier du processus d'intégration. Le soi-disant "modèle social européen" peut être décrit comme la tentative faite dans de nombreux pays européens, même de manière différenciée, de faire coexister de manière originale l'économie de marché et l'État-providence dans le but d'assurer à la fois la compétitivité économique, ainsi que la solidarité et la cohésion sociale. Le syntagme «modèle social européen» peut sembler abstrait, mais il est plein de significations concrètes. Il désigne une invention politique inédite, peut-être la plus importante du XXe siècle, et signifie que l'ensemble de la société assume la responsabilité de produire la sécurité économique et sociale de chaque individu, quels que soient sa position sociale et les moyens dont il dispose. Ce modèle est constitué de quelques valeurs fondatrices (droits individuels, solidarité, santé, égalité femmes-hommes etc.) et de certains traits institutionnels caractéristiques comme l'universalisme de la protection sociale et la régulation du marché du travail.

Au cours des trente premières années du processus d'intégration, l'Union européenne n'avait pas les compétences de promouvoir une politique sociale commune reflétant les progrès réalisés parallèlement dans les différents États membres. Dans les années 1980 et au début des années 1990, on assiste à une forte accélération de l'intégration économique, notamment monétaire, culminant avec l'introduction de l'euro en 1999. L'attention quasi exclusive portée à ce processus et le plein déploiement de la mondialisation économique ont éclipsé les politiques sociales. Cependant, l'inclusion du chapitre social dans le traité d'Amsterdam de 1997, la stratégie européenne pour l'emploi de 1998 et le traité de Nice de 2001, avec l'adoption de la Charte des droits fondamentaux, ont fait que le retour au modèle social devienne une partie intégrante de l'identité européenne et des traités eux-mêmes: dans la stratégie de Lisbonne, en effet, les politiques sociales actives sont considérées comme un facteur essentiel de compétitivité, et non plus opposé à l'inclusion sociale.



De nos jours, le Socle européen des droits sociaux, adopté par le Parlement européen, le Conseil et la Commission du 17 novembre 2017 à Göteborg, en Suède, représente une étape fondamentale.

Le Socle est un ensemble de 20 principes et droits fondamentaux dans le domaine social, à travers lesquels l'Union européenne entend donner la priorité au travail et à la protection sociale, afin de garantir le bon fonctionnement des marchés du travail et des systèmes de protection sociale.

L'adoption du plan d'action du socle social représente une étape importante dans les travaux de l'Union européenne pour construire une Europe sociale forte et a ouvert la voie au Sommet social de Porto en mai 2021. Selon la déclaration de Porto, le socle des droits sociaux est un élément clé de la reprise, mais aussi de l'élan de l'Union vers une transition numérique, verte et équitable. C'était une étape urgente à franchir car la pandémie de COVID19 a laissé des cicatrices permanentes et plongé des millions d'Européens dans la pauvreté, dont de nombreux jeunes. Au total, Porto a envoyé un signal fort et a marqué un changement par rapport au modèle social européen classique. Cela ne doit pas être considéré simplement comme une caractéristique à protéger, mais comme le moteur de notre prospérité et de notre bien-être futurs. Pour s'assurer qu'ils renforcent effectivement le modèle social européen, les États membres se sont mis d'accord sur trois nouveaux objectifs sociaux fixés par la Commission européenne.

D'ici 2030, l'Union devra atteindre un taux d'emploi de 78 %. Un objectif qui doit concerner les femmes et les jeunes en particulier. Cela passe aussi par le maintien des ambitions élevées sur le salaire minimum et la transparence des salaires, mais aussi sur le soutien aux personnes en situation de handicap. D'ici 2030, l'Union doit avoir renforcé l'éducation des adultes, avec pour objectif qu'au moins 60% des adultes participent chaque année à une formation, et veiller à ce que leurs compétences individuelles soient actualisées pour leur permettre de saisir les opportunités offertes par le monde du travail de demain. Et d'ici 2030, il faudra redoubler d'efforts pour sortir au moins 15 millions d'Européens de la pauvreté. Au cœur de cette initiative se trouve la garantie de l'enfance, qui vise à soutenir les enfants menacés par la pauvreté et l'exclusion sociale et à leur assurer l'égalité des chances, ainsi que, bien sûr, la proposition européenne sur le salaire minimum pour lutter contre la pauvreté au travail.

Quelles sont les prochaines étapes? Tout d'abord, le plan d'action devra être mis en œuvre et ses nouveaux objectifs atteints d'ici 2030. Les États membres s'y sont engagés. La gouvernance de la mise en œuvre du plan d'action du socle est la clé du succès.

Tout d'abord, il devra suivre le chemin des États membres et stimuler l'adoption d'objectifs nationaux. En effet, l'UE manquerait son but si certains États progressaient considérablement, tandis que d'autres stagnaient. Il est nécessaire d'améliorer les opportunités de vie, les conditions de travail et la protection sociale pour tous dans tous les États membres. Deuxièmement, il sera nécessaire de faire connaître les progrès réalisés vers la réalisation des objectifs, en ancrant fermement le socle social au processus du semestre européen. La Commission européenne a proposé un tableau de bord social révisé, actuellement en discussion avec les États membres, afin d'affiner un outil de mesure des progrès en matière sociale.

En conclusion, le Socle européen des droits sociaux doit permettre de construire une Europe sociale capable d'avoir un impact positif sur la vie des citoyens, de soutenir le bien-être national et ses réformes, de renforcer la cohésion, la solidarité et la convergence, afin de réduire les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale. C'est-à-dire qu'on devra veiller à ce que tous les citoyens européens jouissent pleinement de leurs droits sociaux, car une Europe sociale est une Europe plus forte.

Vito Borelli

*Commission européenne Directeur Adjoint de la Représentation
en Italie de la Commission européenne*



AN INCREASINGLY SOCIAL EUROPE

Since its origins, that community of States which, through different stages of enlargement has finally taken on the name of the European Union, has tried to find a balance between economic objectives and the will to offer social protection to its citizens. The social dimension of Europe has always been very present in the minds of the Founding Fathers, because the social impact of the European Union was both an objective and a lever of the integration process. The so-called “European social model” can be described as the attempt made in many European countries, even in a differentiated way, to make the market economy and the welfare state coexist in an original way, with the aim of ensuring both economic competitiveness and solidarity and social cohesion. The expression “European social model” may sound abstract, but it is full of concrete meanings. It designates an unprecedented political invention, perhaps the most important of the twentieth century, and it means that the whole of society assumes the responsibility of producing economic and social security for each individual, whatever their social position and the means they possess. This model is made up of some founding values (individual rights, solidarity, health, gender equality, etc.) and some characteristic institutional traits, such as the universalism of welfare and the regulation of the labor market.

In the first thirty years of the integration process, the European Union did not have the competence to promote a common social policy that could reflect the progress that was being made in parallel in the various member States. In the 1980s and early 1990s, there was a sharp acceleration of economic integration, especially monetary, culminating in the introduction of the Euro in 1999. The almost exclusive attention paid to this process and the full unfolding of the economic globalization overshadowed social policies. However, the inclusion of the social chapter in the Amsterdam Treaty of 1997, the European Employment Strategy of 1998 and the Treaty of Nice of 2001, with the adoption of the Charter of Fundamental Rights, made it possible for the social model to return to be an integral part of the European identity and of the treaties themselves: in the Lisbon Strategy, in fact, active social policies are considered an essential factor of competitiveness, no longer opposed to social inclusion. Coming to our days, the European Pillar of Social Rights (EPSR), adopted by the European Parliament, the Council and the Commission on November 17, 2017 in Gothenburg, Sweden, represents a fun-



damental milestone. The Pillar is a set of 20 fundamental principles and rights in the social sphere, through which the European Union intends to put labor and social protection first, to ensure the proper functioning of labor markets and social protection systems. The adoption of the Social Pillar Action Plan represents a milestone in the work of the European Union to build a strong social Europe and paved the way for the Porto Social Summit in May 2021. As stated in the Porto Declaration, the pillar of social rights is a key element of the recovery, but also of the Union's drive towards a digital, green and fair transition. This was an urgent step to take because the COVID19 pandemic left permanent scars and plunged millions of Europeans into poverty, including many young people. All in all, Porto sent a strong signal and marked a change from the classic European social model. This should not be viewed simply as a feature to be protected, but as the engine of our future prosperity and well-being. To make sure they are actually strengthening the European social

model, Member States have agreed on three new social objectives set by the European Commission. By 2030, the Union will have to reach an employment rate of 78%. An objective that must concern women and young people in particular. This also means keeping ambitions high on minimum wages and wage transparency, but also support for people with disabilities. By 2030, the Union must have strengthened adult education, with the aim of ensuring that at least 60% of adults participate in training every year, and ensure that their individual skills are updated to allow them to seize the opportunities offered by the tomorrow world of work.

And by 2030 efforts will need to be doubled to lift at least 15 million Europeans out of poverty.

At the heart of this initiative is the guarantee of children, which aims to support children at risk of poverty and social exclusion and to provide them with equal opportunities, as well as of course the European proposal on the minimum wage to combat in-work poverty.

What are the next steps? First of all, the action plan will need to be implemented and its new goals achieved by 2030. Member States have committed themselves to this. Governance of the implementation of the Pillar Action Plan is the key to success. Firstly, it will have to follow the path of the Member States and stimulate the adoption of national targets. Indeed, the EU would miss its purpose if some states made considerable progress, while others stagnate. There is a need to improve life opportunities, working conditions and social protection for all in all Member States Secondly, it will be necessary to make known the progress made towards achieving the objectives, firmly anchoring the social pillar to the process of the European semester. The European Commission has proposed a revised Social Scoreboard, which is currently under discussion with Member States, to refine a tool to measure progress in social matters.

In conclusion, the European Pillar of Social Rights must make it possible to build a social Europe capable of offering a positive impact on people's lives, supporting national welfare and their reforms, strengthening cohesion, solidarity and convergence, in order to reduce inequality, poverty and social exclusion. That is, it will have to ensure that all European citizens can fully enjoy their social rights, as a social Europe is a stronger Europe.

Vito Borrelli
*European Commission Deputy Director of the Representation
in Italy of the European Commission*



UN'EUROPA SEMPRE PIÙ SOCIALE

Fin dalle sue origini, quella comunità di Stati che, attraverso varie tappe di allargamento ha assunto infine il nome di Unione europea, ha cercato di trovare un equilibrio tra obiettivi economici e volontà di offrire una protezione sociale ai suoi cittadini. La dimensione sociale dell'Europa è sempre stata ben presente nella mente dei Padri fondatori, perché l'impatto sociale dell'Unione europea era allo stesso tempo un obiettivo ed una leva del processo di integrazione. Il cosiddetto "modello sociale europeo" può essere descritto come il tentativo messo in atto in molti paesi europei, anche in maniera differenziata, di far coesistere in modo originale economia di mercato e Stato sociale con l'obiettivo di assicurare sia la competitività economica che la solidarietà e la coesione sociale. L'espressione "modello sociale europeo" può suonare astratta, ma è ricca di significati concreti. Essa designa un'invenzione politica senza precedenti, forse la più importante del XX secolo, e significa che la società intera si assume la responsabilità di produrre sicurezza economica e sociale per ciascun singolo individuo, quale che sia la sua posizione sociale ed i mezzi che possiede. Questo modello è costituito da alcuni valori fondanti (diritti individuali, solidarietà, salute, eguaglianza di genere, ecc.) e da alcuni tratti istituzionali caratteristici quali l'universalismo del welfare e la regolazione del mercato del lavoro.

Nei primi trent'anni del processo di integrazione, l'Unione europea non aveva le competenze per promuovere una politica sociale comune che riflettesse i progressi che si andavano compiendo in parallelo nei diversi Stati membri. Negli anni Ottanta e nella prima parte degli anni Novanta, vi è stata una forte accelerazione dell'integrazione economica, soprattutto monetaria, culminata con l'introduzione dell'euro nel 1999. L'attenzione quasi esclusiva rivolta a questo processo e il pieno dispiegarsi della globalizzazione economica posero in secondo piano le politiche sociali. Tuttavia, l'inclusione del capitolo sociale nel Trattato di Amsterdam del 1997, la Strategia europea per l'occupazione del 1998 e il Trattato di Nizza del 2001, con l'adozione della Carta dei diritti fondamentali, fecero sì che il modello sociale tornasse a essere parte integrante dell'identità europea e degli stessi trattati: nella Strategia di Lisbona infatti le politiche sociali attive vengono considerate un fattore essenziale di competitività, non più contrapposta all'inclusione sociale. Venendo ai nostrigiorni, il Pilastro Europeo dei Diritti Sociali, adottato dal Parlamento Europeo, dal Consiglio e dalla Commissione il 17 novembre 2017 a Göteborg, in Svezia, rappresenta un traguardo fondamentale.



Il Pilastro è un insieme di 20 principi e diritti fondamentali in ambito sociale, attraverso cui l'Unione Europea intende mettere al primo posto le tutele lavorative e sociali, per garantire il buon funzionamento dei mercati del lavoro e dei sistemi di protezione sociale. L'adozione del piano d'azione del pilastro sociale rappresenta una pietra miliare nel lavoro dell'Unione europea per costruire un'Europa sociale forte e ha aperto la strada al Vertice sociale di Porto del maggio 2021. Come affermato nella dichiarazione di Porto, il pilastro dei diritti sociali è un elemento fondamentale della ripresa, ma anche della spinta dell'Unione verso una transizione digitale, verde ed equa. Si è trattato di un passo urgente da compiere perché la pandemia da COVID19 ha lasciato cicatrici permanenti e ha gettato nella povertà milioni di europei, e tra questi moltissimi giovani. Nel complesso, Porto ha inviato un segnale forte e ha segnato un cambiamento rispetto al modello sociale europeo classico. Ciò non va considerato semplicemente come una caratteristica da proteggere, bensì il motore della nostra prosperità e benessere futuri. Per esser certi di rafforzare effettivamente il modello sociale europeo, gli Stati membri hanno concordato tre nuovi obiettivi sociali fissati dalla Commissione europea.

Entro il 2030, l'Unione dovrà raggiungere un tasso di occupazione del 78%. Un obiettivo che deve riguardare in particolare le donne e i giovani. Ciò significa anche mantenere alte le ambizioni in materia di salario minimo e trasparenza salariale, ma anche il sostegno alle persone con disabilità.

Entro il 2030 l'Unione dovrà aver rafforzato la formazione degli adulti, con l'obiettivo di far sì che almeno il 60% degli adulti partecipi a formazioni ogni anno, ed garantire un aggiornamento delle competenze individuali tale da permettere di cogliere le opportunità offerte dal mondo del lavoro di domani.

Ed entro il 2030 occorrerà raddoppiare gli sforzi per far uscire dalla povertà almeno 15 milioni di europei. Al centro di questa iniziativa c'è la garanzia dell'infanzia, che mira a sostenere i bambini a rischio di povertà ed esclusione sociale e a fornire loro pari opportunità, nonché naturalmente la proposta europea sul salario minimo per combattere la povertà lavorativa.

Quali sono i prossimi passi? Innanzitutto occorrerà attuare il piano d'azione e raggiungere i suoi nuovi obiettivi entro il 2030. Gli Stati membri si sono impegnati in tal senso. La governance dell'attuazione del piano d'azione pilastro è la chiave del successo. In primo luogo, si dovrà seguire il percorso degli Stati membri e stimolare l'adozione di obiettivi nazionali. L'UE mancherebbe infatti il proprio scopo se alcuni Stati facessero progressi considerevoli, mentre altri ristagnano. È necessario migliorare le opportunità di vita, le condizioni di lavoro e la protezione sociale per tutti in tutti gli Stati membri. In secondo luogo, sarà necessario far conoscere i progressi effettuati verso il raggiungimento degli obiettivi, ancorando saldamente il pilastro sociale al processo del semestre europeo. La Commissione europea ha proposto un quadro di valutazione sociale rivisto che è attualmente in discussione con gli Stati membri, per perfezionare uno strumento finalizzato a misurare i progressi in materia sociale.

In conclusione, il Pilastro Europeo dei Diritti Sociali dovrà permettere di costruire un'Europa sociale in grado di offrire un impatto positivo sulla vita delle persone, sostenere i welfare nazionali e le loro riforme, rafforzare la coesione, la solidarietà e la convergenza, per ridurre la disuguaglianza, la povertà e l'esclusione sociale. Dovrà cioè garantire che tutti i cittadini europei godano pienamente dei propri diritti sociali, perché un'Europa sociale è un'Europa più forte.

Vito Borrelli
*Commissione europea Direttore aggiunto della Rappresentanza
in Italia della Commissione europea*

A.E.D.E.R.M. ET LES PROGRAMMES EUROPÉENS ERASMUS +

Le développement des relations de la République de Moldavie avec les États de l'Union européenne et en particulier la récente demande d'adhésion à l'Union ouvrent de nouvelles perspectives de collaboration dans le domaine de l'éducation et crée des opportunités de participation au programme ERASMUS +. La Section AEDE de la République de Moldavie (AEDERM) apprécie que les partenariats des écoles de la République de Moldavie avec des écoles de tous les pays de l'UE, mais surtout de Roumanie, avec qui nous avons en commun la langue, la culture, les traditions et surtout l'histoire, font que l'éducation de la jeune génération



s'inscrive dans un contexte européen encore plus profond qui facilitera l'intégration de notre État dans l'Union européenne dans le délai le plus court.

Les étudiants auront la possibilité de s'impliquer dans les nouveaux programmes éducatifs, ils pourront se développer individuellement et professionnellement; ils auront l'occasion de pratiquer la liberté d'expression sur les questions européennes et développeront leurs compétences en communication multiculturelle. Ils découvrent ainsi de nouvelles cultures, approfondissent les valeurs universelles des droits de l'homme, se font de nouveaux amis, nouent des relations et forment une vision plus complexe de leur avenir. L'expérience et les connaissances acquises peuvent être appliquées plus tard dans les institutions de la République de Moldavie, en étant des modèles d'inspiration pour les générations futures. L'implication des étudiants et des enseignants dans des projets éducatifs européens leur ouvrira la voie pour connaître le patrimoine culturel européen, les progrès techniques et scientifiques de l'U.E. Dans ce contexte, nous mentionnons quelques activités dans lesquelles nos étudiants ont également été impliqués, avec le soutien de l'AEDERM, comme l'activité sur la plateforme eTwinning, démarrée en 2017. En 5 ans d'activité, 12 projets eTwinning internationaux ont été menés sur différents sujets, tels que: le respect et la protection de l'environnement, les événements culturels, la promotion des traditions et coutumes, la biologie, les sciences, l'anglais, la chimie, le STEM, la plupart obtenant des certificats de qualité nationaux et européens.

L'implication des étudiants et des enseignants dans les projets eTwinning a contribué à la stimulation de leur potentiel créatif, à l'utilisation de l'ordinateur à d'autres fins que la communication sur les réseaux sociaux et des nouvelles technologies et des multimédia dans le processus d'éducation interculturelle, au développement des compétences expressives en une langue internationale.

Le Lycée Théorique "Mircea cel Bătrân" de Chișinău a obtenu le certificat scolaire eTwinning 2020-2021, qui est une reconnaissance de la réussite personnelle des enseignants, mais aussi une confirmation des résultats exceptionnels obtenus par toute l'équipe eTwinning de l'école.

Ce statut témoigne du fait que notre l'établissement est un bon exemple à suivre dans des domaines tels que: les pratiques numériques, les pratiques de sécurité en ligne, les approches pédagogiques innovantes et créatives, la promotion du développement professionnel continu des enseignants et la promotion des pratiques d'apprentissage collaboratif pour les enseignants et les étudiants.

Le titre démontre que l'équipe de direction de ce lycée intègre eTwinning dans les politiques et initiatives de développement de l'école en initiant des partenariats éducatifs en ligne, en développant les compétences des élèves pour le 21^e siècle.

Le premier projet eTwinning a été «Diversity of Ecosystems», mis en place dans le but d'éduquer les élèves à l'environnement. Dans le cadre de ce projet interdisciplinaire - biologie, anglais, informatique et communication - les étudiants ont participé à une série d'activités, sur le terrain et en classe.

En conséquence, nous avons obtenu des prix de qualité nationaux et européens.



En 2019, l'équipe d'enseignants eTwinners a initié trois projets:

- **«Explore my plate»**, qui visait à sensibiliser les élèves à la santé. L'idée du projet, les activités réalisées et les produits ont été très appréciés par l'administration du Lycée «Mircea cel Bătrân», par les élèves des autres classes, par les enseignants et par les parents des élèves.
- **«The Miracle of Water (V)»**, qui visait à sensibiliser les élèves à l'environnement
- **«Inventors & inventions»** dans le cadre duquel, avec les partenaires, l'objectif principal du projet a été débattu - l'éducation STEM des étudiants en vue du développement d'une pensée innovante et des compétences technologiques.

Au cours de l'année scolaire 2021-2022, notre institution a lancé le projet «Tekwill dans chaque école», auquel participent des enseignants et des étudiants de différentes classes, dans les cours de Graphic Design et WEB Design and Development. Au cours du programme, on étudie les principes de création de l'identité visuelle dans l'utilisation des programmes, on identifie et on capitalise des idées innovantes à impact social pour la communauté et on développe en même temps l'intérêt pour les disciplines du domaine de l'informatique et de la créativité, en soutenant les jeunes talents de Moldavie.

Comme déjà mentionné, nous entretenons des liens étroits d'amitié et de coopération avec la Roumanie, qui a été le premier État à reconnaître l'indépendance de la République de Moldavie, immédiatement après la proclamation de l'indépendance du nouvel État (le 27 août 1991). Les deux pays représentent le même peuple, le peuple roumain, ayant la même langue, la même l'histoire, la même culture et les mêmes traditions. La section roumaine de l'A.E.D.E. et la section moldave soutiennent les aspirations de la République de Moldavie à rejoindre l'UE et à assurer sa stabilité et sa sécurité dans le contexte actuel tendu de cette partie du continent.

Nous suivons ensemble notre objectif commun de construire une Union européenne forte, consolidée et éduquée. Nous exprimons notre reconnaissance pour la solidarité manifestée par le président Silvano Marseglia, le Bureau européen et les différentes sections de l'A.E.D.E.

Prof. Mihai Teșcu,
Président de l'A.E.D.E.R.M.

A.E.D.E.R.M. AND THE EUROPEAN ERASMUS+ PROGRAMMES

The development of the relations of the Republic of Moldova with the states of the European Union and especially the recent application for accession to the union, opens new perspectives of collaboration in the educational field and creates opportunities for participation in the ERASMUS + Program. The AEDE Section of the Republic of Moldova (AEDERM) appreciates that the partnerships of schools in the Republic of Moldova with schools from all the E.U. states, but especially from Romania, with whom we share the language, culture, traditions and mostly the history, are welcomed. These would make the education of the young generations to take place in an even deeper European context that would facilitate the rapid integration of our state into the composition of the European Union.

Students will have the opportunity to get involved in the new educational programs, they will be able to develop individually and professionally. They will also have the opportunity to exercise free expression on European topics and develop their multicultural communication skills. They are thus discovering new cultures, deepening universal human rights values, making new friendships, building relationships and forming a more complex vision of their future. The accumulated experience and knowledge will be able to be later applied in the institutions of the Republic of Moldova, being models of inspiration for future generations. The involvement of pupils and teachers in European educational projects will open to them ways of knowing the European cultural heritage, the technical and scientific progress in the E.U.

In this context, we mention some activities in which our students have also been involved, with the support of AEDERM, such as the activity on the eTwinning platform, started in 2017. In the 5 years of activity, 12 international eTwinning projects have been carried out on different topics, such as: respecting and protecting the environment, cultural events, promoting traditions and customs, biology, science, English, chemistry, STEM, most of them obtaining national and European quality certificates. The involvement of pupils and teachers in eTwinning projects has contributed to the stimulation of their creative potential and encouragement of the use of the computer for purposes other than communication on social networks, the use of new technologies and multimedia in the process of intercultural education, the development of capacities for expression in a language of international circulation.





“Mircea cel Batran” Theoretical High School in Chisinau has obtained the eTwinning School Certificate 2020-2021, which is a recognition of the teachers’ personal success, but also a confirmation of the outstanding results obtained by the entire eTwinning team of the school. This status speaks of the fact that the educational institution is an example to follow in areas such as: digital practices, online safety practices, innovative and creative approaches in pedagogy, promoting the continuous professional development of teachers and promoting collaborative learning practices for teachers and pupils.

The title demonstrates that the management team of this high school integrates eTwinning into the school’s development policies and initiatives, by initiating online educational partnerships, and developing pupils’ appropriate skills for the twenty-first century.

The first eTwinning project was “**Diversity of Ecosystems**” with the aim of environmental education for pupils. Within this interdisciplinary project – biology, English language, computer science and communication, the students carry out a series of activities, in the field and in the classroom.

As a result, the national and European quality awards were obtained.

In 2019 the eTwinners team of teachers initiated three projects:

- “**Explore my plate**” which was aimed at the health education of students. The idea of the project and the activities carried out and the products were appreciated by the administration of the “Mircea cel Bătrân” high school, by the students from other classes, by the teachers and by the parents of the students.
- “**The Miracle of Water (V)**” had the objective of environmental education of the students. The students together with the partners carried out various activities, both in the school and outside it, such as - studying the quality of water in the ecosystems of the locality.
- “**Inventors & inventions**” where together with the partners was debated the basic objective of the project - STEM education of students, the development of innovative thinking and technological skills.

In the academic year 2021-2022, the institution started – the Tekwill Project in Each School – in which teachers and students from different classes participate in the course “Graphic Design” and “Web Design and Development”. During the program, the principles of creating the visual identity of using the programs are studied, the innovative ideas with social impact for the community are identified and exploited, as well as the interest in the disciplines in the fields of IT and creativity, as well as the support of talented young people from the Republic of Moldova are identified and exploited.

As already mentioned, we have close ties of friendship and cooperation with Romania, which was the first state to recognize the independence of the Republic of Moldova, immediately after the proclamation of the independence of the new state (August 27, 1991). Both countries represent the same people, the Romanian people, having the same language, history, culture and traditions. The Romanian section of the EDA, together with the Moldovan one, support the Aspirations of the Republic of Moldova to join the EU and to ensure its stability and security in the tense context in this part of the continent.

Together we manifest our common goal of building a strong, strengthened and educated European Union. We welcomed with gratitude the solidarity shown by President Silvano Marseglia, the European Committee and the various sections of the A.E.D.E.

Prof.dr. Mihai Teșcu,
President of A.E.D.E.R.M.

A.E.D.E.R.M. E I PROGRAMMI EUROPEI ERASMUS+

Lo sviluppo delle relazioni della Repubblica di Moldova con gli Stati dell'Unione Europea e soprattutto la recente domanda di adesione all'Unione Europea, apre nuove prospettive di collaborazione in ambito educativo e crea opportunità di partecipazione al Programma ERASMUS+.

La Sezione AEDE della Repubblica di Moldova (AEDERM) apprezza il partenariato delle scuole della Repubblica di Moldova con le scuole di tutta l'UE.

Tutti gli Stati, ma soprattutto la Romania, con cui condividiamo la lingua, la cultura, le tradizioni e soprattutto la storia, sono i benvenuti.

Questi farebbero sì che l'educazione delle giovani generazioni avvenga in un contesto europeo ancora più profondo che faciliterebbe la rapida integrazione del nostro Stato nella composizione dell'Unione Europea.

Gli studenti avranno l'opportunità di essere coinvolti nei nuovi programmi educativi, potranno svilupparsi individualmente e professionalmente. Avranno anche l'opportunità di esercitare la libera espressione su temi europei e sviluppare le proprie capacità di comunicazione multiculturale.

Stanno così scoprendo nuove culture, approfondendo i valori universali dei diritti umani, stringendo nuove amicizie, costruendo relazioni e formando una visione più complessa del loro futuro.

L'esperienza e le conoscenze accumulate potranno essere successivamente applicate nelle istituzioni della Repubblica di Moldova, essendo modelli di ispirazione per le generazioni future.

Il coinvolgimento di alunni e insegnanti nei progetti educativi europei aprirà loro modalità di conoscenza del patrimonio culturale europeo, del progresso tecnico e scientifico nell'UE.

In questo contesto, segnaliamo alcune attività in cui sono stati coinvolti anche i nostri studenti, con il supporto di AEDEM, come l'attività sulla piattaforma eTwinning, iniziata nel 2017.



Nei 5 anni di attività sono stati realizzati 12 progetti eTwinning internazionali su diversi temi, quali: rispetto e protezione dell'ambiente, eventi culturali, promozione di tradizioni e costumi, biologia, scienza, inglese, chimica, STEM, la maggior parte dei quali ottenendo certificati di qualità nazionali ed europei.

Il coinvolgimento di alunni e insegnanti nei progetti eTwinning ha contribuito a stimolare il loro potenziale creativo e ad incoraggiare all'uso del computer per scopi diversi dalla comunicazione sui social network come l'uso delle nuove tecnologie e della multimedialità nel processo di educazione interculturale, lo sviluppo delle capacità di espressione in una lingua di circolazione internazionale. Il Liceo Teoretico "Mircea cel Batran" di Chisinau ha ottenuto l'eTwinning School Certificate 2020-2021, che è un riconoscimento del successo personale degli insegnanti, ma anche una conferma degli eccezionali risultati ottenuti dall'intero team eTwinning della scuola.

Questo status parla del fatto che l'istituto di istruzione è un esempio da seguire in settori quali: pratiche digitali, pratiche di sicurezza online, approcci innovativi e creativi in pedagogia, promozione dello sviluppo professionale continuo degli insegnanti e promozione di pratiche di apprendimento collaborativo per insegnanti e alunni .

Il titolo dimostra che il team di gestione di questa scuola superiore integra eTwinning nelle politiche e nelle iniziative di sviluppo della scuola, avviando partenariati educativi online e sviluppando le competenze adeguate degli alunni per il ventunesimo secolo.

Il primo progetto eTwinning è stato "Diversità degli ecosistemi" con l'obiettivo dell'educazione ambientale per gli alunni. All'interno di questo progetto interdisciplinare di biologia, lingua inglese, informatica e comunicazione, gli studenti svolgono una serie di attività, sul campo e in classe.

Di conseguenza, sono stati ottenuti i premi di qualità nazionali ed europei. Nel 2019 il team di insegnanti eTwinners ha avviato tre progetti:

- **"Esplora il mio piatto"**, finalizzato all'educazione sanitaria degli studenti. L'idea del progetto e le attività realizzate dei prodotti sono stati apprezzati dall'amministrazione del liceo "Mircea cel Bătrân", dagli studenti delle altre classi, dagli insegnanti e dai genitori degli studenti.
- **"Il Miracolo dell'Acqua (V)"** aveva come obiettivo l'educazione ambientale degli studenti. Gli studenti insieme ai partner hanno svolto diverse attività, sia all'interno della scuola che all'esterno, come lo studio della qualità dell'acqua negli ecosistemi della località.
- **"Inventori e invenzioni"** dove insieme ai partner è stato dibattuto l'obiettivo fondamentale del progetto: l'educazione STEM degli studenti, lo sviluppo del pensiero innovativo e delle competenze tecnologiche.



Nell'anno accademico 2021-2022 ha preso il via l'istituto – il Tekwill Project in Each School in cui docenti e studenti di classi diverse partecipano ai corsi “Graphic Design” e “Web Design and Development”.

Durante il programma vengono studiati i principi di creazione dell'identità visiva dell'utilizzo dei programmi, vengono identificate e valorizzate le idee innovative con impatto sociale per la comunità, nonché l'interesse per le discipline nei campi dell'informatica e della creatività, nonché come il sostegno dei giovani di talento della Repubblica di Moldova sono identificati e sfruttati.

Come già accennato, abbiamo stretti legami di amicizia e cooperazione con la Romania, che è stato il primo Stato a riconoscere l'indipendenza della Repubblica di Moldova, subito dopo la proclamazione dell'indipendenza del nuovo Stato (27 agosto 1991).

Entrambi i paesi rappresentano lo stesso popolo, il popolo rumeno, che ha la stessa lingua, storia, cultura e tradizioni.

La sezione rumena dell'AEDE, insieme a quella moldava, sostiene le aspirazioni della Repubblica di Moldova ad aderire all'UE e a garantirne stabilità e sicurezza nel contesto teso di questa parte del continente. Insieme manifestiamo il nostro obiettivo comune di costruire un'Unione Europea forte, rafforzata e istruita.

Abbiamo accolto con gratitudine la solidarietà dimostrata dal Presidente europeo dell'AEDE, Prof. Silvano Marseglia, dal Bureau e dal Comitato Europeo e dalle varie sezioni dell'A.E.D.E.

Prof.dr. Mihai Teșcu,
Presidente dell'A.E.D.E.R.M.





57e Journée Andechs : Europe de l'Union paneuropéenne Allemagne (19./20.03.2022)

FORCE INTERNE, SÉCURITÉ EXTÉRIEURE - DÉVELOPPER L'IDENTITÉ EUROPÉENNE / SOUTIEN À L'UKRAINE

La 57e Journée de l'Europe d'Andechs a traité du thème «L'Europe - une patrie » et en même temps a été dominée par l'invasion russe de l'Ukraine. Bernd Posselt, le président de l'Union paneuropéenne d'Allemagne, qui organise cette réunion sur la Sainte Montagne de Bavière deux fois par an, n'y voyait aucune contradiction. Pour faire face aux menaces extérieures, il est important à la fois de renforcer les institutions européennes et de développer l'identité européenne.

Les sujets et les contributions étaient multiples, de l'idée de l'État bavarois de Louis Ier comme matière à réflexion pour l'Europe au sujet du nationalisme, du populisme et de la propagande identitaire comme étincelle sur les fondements de l'Europe à la monarchie des Habsbourg et à l'Europe fédérale et à la Silésie à la déclaration : L'Europe - un train vers nulle part?

Après le service divin festif dans l'église de pèlerinage en l'honneur de saint Benoît, j'ai participé activement au forum de discussion en tant qu'invité d'Autriche, en tant que président d'AEDE Autriche et vice-président d'AEDE-Europe!

Veuillez lire la déclaration du Service de presse paneuropéen ici:

Elisabeth Dittrich, présidente de l'association politique européenne Eurooptimus, AEDE-Autriche, était venue de Vienne, qui a exprimé sa sympathie pour la Bavière avec une citation de Bruno Kreisky:

«J'aime tellement aller en Bavière parce que ce n'est pas chez moi et pourtant chez moi!» Elle a rendu hommage au président du Parlement européen récemment décédé, David Sassoli, qui a déclaré ce qui suit dans son dernier discours au Parlement européen, qu'elle a présenté(et traduit) en italien:

«L'Union européenne n'est pas un incident de l'histoire ! Je suis le fils d'un homme qui, à l'âge de vingt ans, s'est battu contre d'autres Européens, et je suis le fils d'une mère, elle aussi, à l'âge de vingt ans, a quitté sa maison et a trouvé refuge dans d'autres familles. Je sais que c'est aussi l'histoire de beaucoup de vos familles et je sais aussi que si nous partageons nos histoires et que nous les racontions devant un verre de bière, nous ne dirions jamais que nous sommes enfants ou petits-enfants d'un accident



dans l'histoire, mais nous dirions que notre histoire est écrite sur le désir de liberté. sur l'angoisse de la justice, sur le désir de fraternité!

Nous ne sommes pas un accident de l'histoire!»

L'âme de l'Europe ne se trouve pas uniquement dans les questions économiques ou juridiques, mais «est liée à nos valeurs, à nos vœux et à notre histoire», comme l'a souligné Karl von Habsburg dans son discours du 11 janvier 2022.

Chez AEDE Autriche et au sein de l'Association AEDE-Europe, dont elle est vice-présidente, elle s'efforce d'initier ses collègues et les jeunes aux valeurs et à l'expérience de «l'esprit européen» avec des événements et des voyages d'études, un Club Virtuel Eu-

roptimus et la participation à de nombreux projets. Le Groupe de travail sur la jeunesse, dans lequel «du Maroc à la Pologne en passant par la Serbie» est représenté, a déjà discuté avec Bernd Posselt, comme nous sommes à Vienne. Je voudrais exprimer mes sincères remerciements pour ces deux journées passionnantes en Allemagne et je continuerai certainement à cultiver des relations avec le Mouvement paneuropéen!

Avec de nombreuses salutations eurooptimistes!

Elisabeth Dittrich
Vice-président Europe AEDE





**57th Andechser Europe Day of the Pan-Europa-Union Germany
(19./20.03.2022)**

INTERNAL STRENGTH, EXTERNAL SECURITY - DEVELOPING EUROPEAN IDENTITY / SUPPORT FOR UKRAINE

The 57th Andechs Europe Day dealt with the topic “Europe - a home?” and at the same time was dominated by the Russian invasion of Ukraine. Bernd Posselt, the president of the Pan-Europa Union Germany, which organizes this meeting on Bavaria’s Holy Mountain twice a year, saw no contradiction in this. In order to cope with external threats, it is important both to strengthen the European institutions and to develop the European identity.

The topics and contributions were manifold, from the Bavarian state idea of Ludwig I as a food for thought for Europe to the topic of nationalism, populism and identitarian propaganda as a spark on the foundations of Europe to the Habsburg Monarchy and federal Europe and Silesia to the statement: Europe - a train to nowhere?

After the festive divine service in the pilgrimage church in honor of St. Benedict, I actively participated in the discussion forum as a guest from Austria, as President of AEDE Austria and Vice President of AEDE-Europe!

Please read the statement of the Pan-European Press Office here:

“Elisabeth Dittrich, President of the European political association Europtimus, AEDE-Austria, had travelled from Vienna, who expressed her sympathy for Bavaria with a quote from Bruno Kreisky: “I love going to Bavaria so much because it is not at home and yet at home!” She paid tribute to the recently deceased President of the European Parliament, David Sassoli, who said the following in his last speech in the European Parliament, which she presented and translated into Italian:

“The European Union is not an accident of history! I am the son of a man who at the age of twenty fought against other Europeans, and I am the son of a mother, she too, at the age of twenty, left her home and found refuge with other families. I know that this is also the story of many of your families and I also know that if we shared our stories and told it to us in front of a glass of beer we would never say that we are children or grandchildren of an accident in history, but we would say that our story is written about the desire for freedom, on the anxiety for justice, on the desire for fraternity! We are not an accident of history!”

The soul of Europe is not to be found purely in economic or legal matters, but “is connected to our values, views and history”, as Karl von Habsburg emphasized in his speech on 11 January 2022.

At EAT Austria and in the Association of EAT-Europe, of which she is Vice President, she strives to introduce colleagues and young people to the values and experience of the “European Spirit” with events and study trips, a Virtual Club Europtimus and participation in numerous projects.

The Youth Task Force, in which “from Morocco to Poland to Serbia” is represented, has already discussed with Bernd Posselt, as we are in Vienna.”

I would like to express my sincere thanks for the two exciting days in Germany and will certainly continue to cultivate relations with the Pan-European Movement!

With many europtimistic greetings!

Elisabeth Dittrich
European Vice President AEDE



57ª Giornata dell'Europa Andechser dell'Unione Paneuropea Germania (19./20.03.2022)

FORZA INTERNA, SICUREZZA ESTERNA - SVILUPPARE L'IDENTITÀ EUROPEA / SOSTEGNO ALL'UCRAINA



La 57ª Giornata dell'Europa di Andechs ha affrontato il tema "Europa - una casa?" e allo stesso tempo è stata dominata dall'invasione russa dell'Ucraina. Bernd Posselt, il presidente dell'Unione Paneuropea Germania, che organizza questo incontro sul Sacro Monte della Baviera due volte l'anno, non ha visto alcuna contraddizione in questo. Per far fronte alle minacce esterne, è importante sia rafforzare le istituzioni europee sia sviluppare l'identità europea.

Gli argomenti e i contributi erano molteplici, dall'idea dello stato bavarese di Ludovico I come spunto di riflessione per l'Europa al tema del nazionalismo, del populismo e della propaganda identitaria come scintilla sulle fondamenta dell'Europa alla monarchia asburgica e all'Europa federale e alla Slesia alla dichiarazione: Europa - un treno verso il nulla?

Dopo il festoso servizio divino nella chiesa di pellegrinaggio in onore di San Benedetto, ho partecipato attivamente al forum di discussione come ospite dall'Austria, come Presidente di AEDE Austria e Vicepresidente di AEDE-Europe!

Si prega di leggere la dichiarazione dell'Ufficio stampa paneuropeo qui:

Elisabeth Dittrich, presidente dell'associazione politica europea Europtimus, AEDE-Austria, era in viaggio da Vienna, che ha espresso la sua simpatia per la Baviera con una citazione di Bruno Kreisky: "Amo tanto andare in Baviera perché non è a casa e tuttavia a casa!" Ha reso omaggio al Presidente del Parlamento Europeo, David Sassoli, recentemente scomparso, che ha detto quanto segue nel suo ultimo discorso al Parlamento Europeo, che ha presentato e tradotto in italiano:

"L'Unione europea non è un incidente della storia! Io sono figlio di un uomo chi a vent'anni ha combattuto contro altri europei, e sono figlio di una mamma, anche lei, a vent'anni ha lasciato la propria casa e ha trovato rifugio presso altre famiglie. Io so che questa è la storia anche di tante vostre famiglie e so anche che se mettessimo in comune le nostre storie e ce la raccontassimo davanti a un bicchiere di birra non diremmo mai che siamo figli o nipoti di un incidente della storia, ma diremmo che la nostra storia 'è scritto sul desiderio di libertà, sull'ansia di giustizia, sul desiderio di fraternità! Non siamo un incidente della storia!"

L'anima dell'Europa non si trova puramente in questioni economiche o giuridiche, ma "è collegata ai nostri valori, punti di vista e storia", come ha sottolineato Karl von Habsburg nel suo discorso dell'11 gennaio 2022.

In AEDE Austria e nell'Associazione di AEDE-Europe, di cui è Vicepresidente, si sforza di far conoscere a colleghi e giovani i valori e l'esperienza dello "Spirito Europeo" con eventi e viaggi di studio, un Virtual Club Europtimus e la partecipazione a numerosi progetti.



La Youth Task Force, in cui è rappresentata la gente “dal Marocco alla Polonia alla Serbia”, ha già discusso con Bernd Posselt, visto che siamo a Vienna”.

Desidero esprimere il mio sincero ringraziamento per i due emozionanti giorni in Germania e certamente continuerò a coltivare i rapporti con il Movimento Paneuropeo!

Con tanti saluti euroottimistici!

Elisabeth Dittrich
Vice Presidente Europea AEDE





**ASSOCIATION EUROPÉENNE DES ENSEIGNANTS
EUROPEAN ASSOCIATION OF TEACHERS
IL PRESIDENTE EUROPEO**

LE BUREAU DE L'AEDE
Réuni le 28 mars 2022

PRENANT ACTE

De la situation préoccupante en Ukraine en raison de l'invasion militaire russe et de l'action agressive persistante du conflit entraînant d'énormes pertes humaines;

CONSIDÉRANT

Que la situation est extrêmement complexe et qu'il est encore difficile de décrypter tous les scénarios qui peuvent se présenter même en dehors des frontières de l'Ukraine;

TENANT COMPTE QUE

Le conflit actuel est en contradiction avec les principes du Droit international et notamment de l'Union Européenne qui vise à promouvoir et contribuer à la paix et à la sécurité ainsi qu'à la solidarité et au respect mutuel entre les peuples et au strict respect du Droit international;

CONSIDÉRANT

Que l'attaque militaire en cours pourrait s'étendre, avec de graves conséquences sociales et économiques pour l'ensemble de la communauté internationale, mettant en danger la sécurité de l'Europe et la stabilité mondiale;

CONVAINCUS

Que la seule issue est de mettre fin aux hostilités et de pouvoir, avec la collaboration de tous, donner de la force à la voie diplomatique;

EXPRIME

La condamnation ferme de l'agression militaire en Ukraine;

MANIFESTE

La plus profonde solidarité avec toute la population touchée par cette terrible guerre;

EXPRIME, EN OUTRE

La plus grande solidarité avec tous les amis de l'AEDE présents en Ukraine.

AFFIRME

L'entière disponibilité de l'AEDE à apporter sa contribution à chaque action et à chaque mobilisation possible pour promouvoir la paix et garantir le droit international.



**ASSOCIATION EUROPEAN ASSOCIATION OF TEACHERS
THE EUROPEAN PRESIDENT
EUROPÉENNE DES ENSEIGNANTS**

THE AEDE BUREAU
In the meeting of March 28th , 2022

NOTED

The worrying situation in Ukraine, due to the Russian military invasion and the persistent aggressive action of the conflict, resulting in huge human losses;

HIGHLIGHTED

That the situation is extremely complex and that it is still difficult to decipher all the scenarios that may arise, even outside the borders of Ukraine;

CONSIDERING THAT

The current conflict is in contrast with the principles of International Law and, in particular, of the European, Union which aims to promote and contribute to peace and security, as well as to solidarity and mutual respect among peoples and to the strict observance of the International Law;

BELIEVING

That the ongoing military attack may expand, with serious social and economic consequences for the entire international community, putting Europe's security and global stability at risk;

CONVINCED

That the only way out is to put an end to hostilities and to be able, with the collaboration of all, to give strength to the diplomatic way;

EXPRESSES

Its strong condemnation of military aggression in Ukraine;

MANIFESTS

The broadest solidarity and closeness to the entire population affected by this terrible war;

ALSO EXPRESSES

The greatest closeness to all AEDE friends present in Ukraine;

CLAIMS

The maximum willingness of AEDE to make its contribution for every action and possible mobilization, in order to promote peace and to guarantee the International Law.

**ASSOCIATION EUROPÉENNE DES ENSEIGNANTS
EUROPEAN ASSOCIATION OF TEACHERS
IL PRESIDENTE EUROPEO**

IL BUREAU DELL'AEDE
Nella riunione del 28 Marzo 2022

PRESO ATTO

Della preoccupante situazione dell'Ucraina a causa dell'invasione militare russa e della persistente azione aggressiva del conflitto con conseguenti ingenti perdite umane;

EVIDENZIATO

Che la situazione è estremamente complessa e che è ancora difficile decifrare tutti gli scenari che potranno configurarsi anche al di fuori dei confini dell'Ucraina;

TENUTO CONTO CHE

Il conflitto in atto si pone in contrasto con i principi del Diritto Internazionale ed in particolare dell'Unione Europea che si prefigge di promuovere e contribuire alla pace ed alla sicurezza oltre che alla solidarietà ed al rispetto reciproco tra i popoli e alla rigorosa osservanza del Diritto internazionale;

RITENENDO

Che l'attacco militare in corso possa espandersi, con gravi conseguenze sociali ed economiche sull'intera comunità internazionale, mettendo a rischio la sicurezza dell'Europa e la stabilità globale;

CONVINTI

Che l'unica via d'uscita sia quella di porre fine alle ostilità e di riuscire, con la collaborazione di tutti, a dare forza alla via diplomatica;

ESPRIME

La ferma condanna per l'aggressione militare in Ucraina;

MANIFESTA

La più ampia solidarietà e vicinanza all'intera popolazione colpita da questa terribile guerra;

ESPRIME, INOLTRE

La massima vicinanza a tutti gli amici dell'AEDE presenti in Ucraina.

AFFERMA

La massima disponibilità dell'AEDE a dare il proprio contributo per ogni azione e per ogni possibile mobilitazione per favorire la pace e per la garanzia del Diritto Internazionale.



L'AEDE/EAT

**est une Association internationale à but non lucratif
(AISBL)**

2 Place Luxembourg (MEI-EMI), 1050 BRUXELLES

www.aede.eu

aedeuropea@gmail.com